



Délibération n ° 2015.02.12 - 1

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille quinze, le 12 février à 20 h 45, les membres du Conseil Municipal se sont réunis dans la salle du Conseil Municipal, sur la convocation qui leur a été adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Étaient présents : Richard RIVAUD, Anne-Sophie BODARWE, Daniel MOSZYNSKI, Annie BENOIST, Philippe GROGNET, Pascale RENAUD Sabrina JUILLET-GARZON, Jean-Marie YBORRA, Chantal DUVAL, Bruno GAULTIER, Nathalie FRADETAL, Yves TRAUGER, Sandrine SEGARD-REINE, Didier CARON, Cidalia VALENTE, Léon DUBOIS, Anne FOUGERES, Patrick GUERAULT, Isabelle OLIVIER, Benjamin PARIS, Marie-Jeanne GROSS, Sébastien LE HENAFF, Jessie BUCHERON, Pierre-Yves STUCKI, Chantal CANAL, Yves BILLON, Frédéric LADOUCE, Pascale CHARTON, Eric MARETHEU, Dalila BOUDRAI, Alain GUIADER, Emmanuel TETU.

Absents représentés : Alain SANSON (représenté par Richard RIVAUD),

Secrétaire de séance : Léon DUBOIS

Nombre de Conseillers : En exercice : 33 Présents : 32 Votants :33

Date d'affichage : 17 février 2015

Transmis à la préfecture le : 13 février 2015

OBJET : PRESCRIPTION DE LA MISE EN REVISION GENERALE DU
PLAN LOCAL D'URBANISME ET DEFINITION DES
MODALITES DE CONCERTATION PREALABLE

Note explicative de synthèse

La nouvelle équipe municipale s'est engagée auprès des Fontenaysiens à préserver le caractère « Ville à la Campagne » de Fontenay-le-Fleury.

Conformément aux engagements pris pendant la période électorale, la mise en œuvre de cet objectif nécessite une révision du Plan Local d'Urbanisme tournée autour de quatre



thématiques principales :

- rechercher l'équilibre entre l'habitat collectif et le pavillonnaire,
- protéger le caractère du vieux village,
- respecter le quartier des Sables,
- et d'une manière plus générale, soigner notre environnement et préparer la ville de demain.

Pour rappel, la Commune de Fontenay-le-Fleury a approuvé son Plan Local d'Urbanisme le 18 avril 2005. Ce dernier a été élaboré selon les dispositions de la loi du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain (SRU).

Il a fait l'objet d'une mise en révision générale par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2008. Cette révision a été approuvée le 6 octobre 2011.

Durant la période 2010-2014, d'importants changements législatifs et réglementaires sont intervenus, avec notamment la loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement dite loi Grenelle II, la loi du 3 juin 2010 relative au Grand Paris, la loi du 18 janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier public et au renforcement des obligations de production de logement social et plus récemment avec la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) du 24 mars 2014.

Ces textes ont profondément remanié les Codes de l'urbanisme et de l'environnement, modifiant les modalités de gestion et le contenu des documents d'urbanisme.

Aujourd'hui, les PLU doivent intégrer les dispositions issues de la loi Grenelle II au plus tard le 1^{er} janvier 2017 et démontrer en quoi ils mettent en œuvre une politique active de développement durable.

Ils devront notamment s'impliquer plus précisément dans la recherche de solutions en matière de maîtrise de l'énergie, de gestion économe de l'espace, de densification urbaine, de protection des espaces naturels, etc...

La ville de demain est une ville durable qui procède d'une organisation du territoire urbain économe en ressources et soucieuse du cadre de vie de ses habitants. Elle favorise les modes de déplacements les moins polluants et participe à la maîtrise de la consommation énergétique des bâtiments et des transports, à la diminution des émissions de gaz à effet de serre et des polluants atmosphériques. Elle vise un partage équilibré des espaces publics et un accès à tous au centre ville.

Cette ville doit développer des projets offrant un cadre de vie attractif pour les acteurs de la vie économique et pour ses habitants, toutes générations confondues. Il s'agit de penser une ville à taille humaine qui offre un habitat diversifié répondant aux nouvelles aspirations des habitants, accessible et abordable à toutes les catégories de la population, et un cadre de vie agréable.



Cette ville doit donner une place plus importante aux espaces naturels, aux trames vertes et bleues. Elle doit favoriser le vivre ensemble et remettre en question les ségrégations sociales et spatiales, faciliter l'accès de tous à la culture et aux pratiques sportives et encourager les initiatives des habitants pour améliorer leur cadre de vie individuel et collectif.

Dans ce contexte d'évolution, le Schéma Directeur d'Assainissement (SDA), outil pour la gestion de l'urbanisme réglementaire et opérationnel et annexé au futur PLU, est de fait à réétudier.

En effet, il définit, délimite et réglemente les types d'assainissement à instaurer sur la commune. Il fixe les orientations fondamentales des aménagements, à moyen et à long terme, en vue d'améliorer la qualité, la fiabilité et la capacité du système d'assainissement de la collectivité. Il est formé de l'ensemble des plans et textes qui décrivent, sur la base des zonages d'assainissement, l'organisation physique des équipements d'assainissement d'une collectivité (réseaux et stations), et ce en adéquation avec la ville de demain.

Ainsi, la révision n° 2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Fontenay-le-Fleury et l'élaboration d'un nouveau Projet d'Aménagement et de Développement Durable s'inscrivent dans une vision prospective de l'avenir de Fontenay-le-Fleury.

Au-delà des profonds changements législatifs et réglementaires intervenus depuis l'approbation de la 1^{ère} révision du PLU en octobre 2011, les documents supra communaux ont également évolué, comme par exemple le Schéma Directeur d'Ile-de-France 2030 (SDRIF) approuvé par l'État le 27 décembre 2013.

La Région Île-de-France a également approuvé en juin 2014 le Plan de Déplacements Urbains d'Île-de-France (PDUIF). Ce plan fixe des objectifs à atteindre et des actions à mener en matière de politique de déplacements des personnes et des biens pour l'ensemble des modes de transport d'ici 2020. La révision du PLU devra prendre en compte les orientations de ce document.

A l'échelle du bassin versant de la Mauldre, le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la Mauldre est en cours de révision. L'enquête publique préalable à son approbation est en cours, ce dernier devrait être approuvé au plus tard fin 2015.

Ce document de planification occupe un rôle central pour mettre en œuvre la politique de l'eau sur les territoires. Il fixe les objectifs communs d'utilisation, de mise en valeur et de protection qualitative et quantitative de la ressource en eau et des milieux aquatiques sur un territoire cohérent : le bassin versant. Le PLU devra également intégrer ses orientations en terme de gestion des eaux.

Le Programme Local de l'Habitat intercommunal (PLH) 2 de Versailles Grand Parc couvrant la période 2012-2017 définit un programme d'actions visant à répondre aux objectifs de production de logements fixés par la loi du Grand Paris dans le cadre de la TOL (Territorialisation des Objectifs de Logements).



I- LES OBJECTIFS DE LA REVISION N° 2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Il est proposé d'engager la révision n° 2 du PLU conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme. Cette révision aura notamment pour finalité d'élargir et d'adapter les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) définies en 2011 en prenant en compte les objectifs développés ci-après tout en intégrant les évolutions liées au cadre législatif.

1- Adaptation des orientations du PADD définies en 2011 en prenant en compte les objectifs suivants :

- assurer un aménagement du territoire maîtrisé par la ville,
- protéger et préserver le centre historique de la ville,
- préserver le caractère pavillonnaire du quartier des sables.

Dans ce cadre, les secteurs suivants feront l'objet d'une réflexion particulière :

- le secteur du Vieux-Village,
- le quartier des Sables,
- le secteur du Pont des Roches,
- le secteur du centre-ville,
- le secteur de l'avenue de la République et celui de la rue Georges Pompidou,
- le secteur de la ferme des Graviers et du Château de Ternay

2- Intégration des mutations en cours

Le PLU doit également tenir compte des mutations qui affectent l'environnement quotidien et les modes de vie des habitants. La crise économique, avec ses conséquences sociales sur l'emploi et la capacité des Fontenaysiens à se loger, renforce le besoin de construire de nouveaux logements privés et sociaux. Le SDRIF et autres orientations supra-communales prévoient pour les communes une construction de logements plus importante et la ville de Fontenay-le-Fleury est concernée par ces orientations.

Les nouvelles pratiques de déplacement et de fréquentation des équipements publics, l'usage croissant d'Internet pour les démarches administratives, la place des commerces de proximité ne sont pas non plus sans influence sur l'aménagement de l'espace.

3- Adapter le PLU aux évolutions du contexte législatif et de la planification urbaine à l'échelle locale et régionale, avec la prise en compte :



- des évolutions du contexte législatif et réglementaire récentes,
- de la loi du 18 janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social. Ce texte vise à résorber en partie le déficit de logements neufs et à favoriser la construction de logements sociaux. Il renforce notamment les dispositions de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain (loi SRU) en relevant l'objectif de logement social de 20 à 25% et en quintuplant les pénalités dont sont passibles les communes en cas de non-respect de ces dispositions,
- de l'entrée en vigueur récemment de la loi ALUR qui fragilise le développement harmonieux de la ville. La protection du caractère résidentiel de certains quartiers de la ville est compromise. Il est nécessaire d'engager rapidement une réflexion sur les formes urbaines afin de pouvoir définir au sein du PLU de nouveaux outils permettant de contrôler l'urbanisation du territoire tout en préservant la qualité des sites,
- des dispositions du SDRIF 2030 et des nouveaux documents régionaux qui s'appliquent aux PLU, notamment dans les domaines de l'environnement, du commerce, de l'économie, de l'habitat, du stationnement, etc.,
- des dispositions du PLHi 2 de Versailles Grand Parc 2012-2017,
- des éléments de programmation urbaine issus des réflexions sur les projets urbains de la Ville

II- LA DEFINITION DES MODALITES DE CONCERTATION PREALABLE

Les articles L.300-2 et L.123-6 du Code de l'urbanisme prévoient que la révision d'un PLU doit être assortie d'une concertation préalable dont le bilan sera tiré lors de l'arrêt du projet de PLU.

Il est proposé de définir les modalités de la concertation, qui se déroulera pendant toute la durée de l'élaboration, comme suit :

- une exposition en mairie,
- l'organisation de 2 réunions publiques minimum annoncées dans un journal local et par voie d'affichage,
- la tenue en mairie d'un registre dans lequel les habitants pourront présenter leurs observations,
- la création d'une adresse électronique à l'usage du public lui permettant de transmettre ses observations,
- la diffusion d'une information régulière par le biais des différents médias de la Ville (journal municipal, site Internet, réseaux sociaux).

Conformément aux dispositions de l'article L.123-6 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera notifiée aux personnes publiques associées.



Par ailleurs, il est précisé que le débat prévu au sein du Conseil Municipal sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable aura lieu au plus tard 2 mois avant l'examen du projet de PLU, conformément à l'article L.123-9 du Code de l'urbanisme.

Par conséquent, il est demandé au Conseil :

- de prescrire la mise en révision n° 2 du PLU,
- d'approuver les grands objectifs de cette révision,
- d'approuver les modalités de la concertation préalable,
- de notifier cette délibération aux personnes publiques associées visées à l'article L.123-6 du Code de l'Urbanisme.

Projet de délibération proposé :

OBJET : PRESCRIPTION DE LA MISE EN REVISION GENERALE DU PLAN LOCAL D'URBANISME ET DEFINITION DES MODALITES DE CONCERTATION PREALABLE

• **Le Conseil,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.121-4, L.121-7, L.123-6, L.123-7, L.123-13 et R.123-13, R.123-24, R.123-25 et L.300-2,

Vu la loi 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain (dite loi SRU),

Vu la loi n°2003-590 du 2 juillet 2003 relative à l'Urbanisme et à l'Habitat (dite loi UH),

Vu la loi n°2006-872 du 13 juillet 2006 portant Engagement National pour le Logement (dite loi ENL),

Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (dite Grenelle II),

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (dite loi ALUR),

Vu le Schéma Directeur de la Région Ile-de-France approuvé par décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013,

Vu le Plan Local de l'Habitat Intercommunal approuvé par le Conseil Communautaire de Versailles Grand Parc le 19 juin 2012,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 18 avril 2005,

Vu la révision n°1 du Plan Local d'Urbanisme approuvée le 6 octobre 2011,

Vu le rapport de Monsieur Alain SANSON, Adjoint au Maire, Délégué à l'Urbanisme,

Après avoir entendu l'exposé de son rapporteur, délibère :

Article 1 : Prescrit la révision du Plan Local d'Urbanisme sur l'ensemble du territoire communal, ayant notamment pour objectifs :

- assurer un aménagement du territoire maîtrisé par la ville,
- protéger et préserver le centre historique de la ville,



- préserver le caractère pavillonnaire du quartier des sables.

Article 2 : Fixe les modalités de concertation suivantes, selon l'article L.300-2 du Code de l'Urbanisme :

- une exposition en mairie,
- l'organisation de 2 réunions publiques minimum annoncées dans un journal local et par voie d'affichage,
- la tenue en mairie d'un registre dans lequel les habitants pourront présenter leurs observations,
- la création d'une adresse électronique à l'usage du public lui permettant de transmettre ses observations,
- la diffusion d'une information régulière par le biais des différents médias de la Ville (journal municipal, site Internet, réseaux sociaux).

Article 3 : Décide que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à la révision du Plan Local d'Urbanisme seront inscrits au budget de l'exercice courant.

Article 4 : Sollicite auprès de l'État et du Conseil Général des Yvelines une aide financière pour couvrir les dépenses nécessaires à la révision du PLU et autorise le Maire à déposer toute demande de subvention en ce sens.

Article 5 : Précise que la présente délibération, conformément à l'article L.123-6 du Code de l'Urbanisme, sera notifiée au Préfet des Yvelines, aux Présidents du Conseil Régional, du Conseil Général, de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers, de la Chambre d'Agriculture, au Président de la Communauté de Communes Versailles Grand Parc, et au représentant de l'autorité compétente en matière d'organisation de transports urbains.

Article 6 : Précise que la présente délibération, conformément aux articles R.123-24 et R.123-25 du Code de l'Urbanisme, fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le Département.

Article 7 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale compétente et / ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Pour extrait conforme
Fontenay-le-Fleury, le 13 février 2015
Monsieur Richard RIVAUD
Maire de Fontenay-le-Fleury



Délibération n° 2016-09-21.1

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille seize, le 21 septembre 2016 à 20h 45, les membres du Conseil Municipal se sont réunis dans la salle du Conseil Municipal, sur la convocation qui leur a été adressée par le Maire, conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Étaient présents : Richard RIVAUD, Anne-Sophie BODARWE, Daniel MOSZYNSKI, Annie BENOIST, Philippe GROGNET, Pascale RENAULT, Alain SANSON, Chantal DUVAL, Bruno GAULTIER, Nathalie FRADETAL, Yves TRAUGER, Didier CARON Cidalia VALENTE, Léon DUBOIS, Anne FOUGERES, Patrick GUERAULT, Isabelle OLIVIER, Benjamin PARIS, Marie-Jeanne GROSS, Jessie BUCHERON, Pierre-Yves STUCKI, Chantal CANAL, Yves BILLON, Frédéric LADOUCE, Pascale CHARTON, Éric MARETHEU, Dalila BOUDRAI, Alain GUIADER, Emmanuel TETU.

Absents représentés : Sabrina JUILLET-GARZON (représentée par Alain SANSON), Jean-Marie YBORRA (représenté par Chantal DUVAL), Sébastien LE HENAFF (représenté par Philippe GROGNET), Sandrine SEGARD-REINE (représenté par Annie BENOIST).

Secrétaire de séance : Léon DUBOIS

Nombre de Conseillers : En exercice : 33 Présents : 29 Votants : 33

Date d'affichage : le 27 septembre 2016

Transmis à la Préfecture le : 26 septembre 2016

OBJET : REVISION DU P.L.U. - DEBAT SUR LES ORIENTATIONS GENERALES DU
PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE
(P.A.D.D.)

Note explicative de synthèse

La révision du PLU initiée par l'équipe municipale porte les ambitions de la municipalité en matière de cadre de vie sur les prochaines années. Elle s'inscrit dans la volonté de permettre un développement apaisé, raisonné et surtout maîtrisé de la ville, en lien avec tous les acteurs du territoire.



Les objectifs poursuivis sont notamment :

- Préserver et embellir le cadre de vie des Fontenaysiens
- Moderniser le Centre-Ville, la halle de marché et l'appareil commercial
- Résoudre les problématiques de stationnement
- Améliorer les conditions de déplacement et de circulation
- Faire de la RD11 un modèle d'esthétique et de fonctionnalité pour doter la ville d'une réelle entrée qualitative

A ce titre, le 12 février 2015, le Conseil Municipal a prescrit par délibération la mise en révision générale du Plan Local d'Urbanisme (PLU) et définit dans ce cadre les modalités de concertation préalable avec la population.

Le Chapitre 1 du Titre V du Code de l'Urbanisme fixe le contenu du PLU.

L'article L.151-2 dispose que le PLU comprend notamment « *un projet d'aménagement et de développement durable* » (PADD).

Selon l'article L.151-1, « *Le projet d'aménagement et de développement durable définit :*

1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;

2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune. Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain. »

L'article L.153-12 du Code de l'Urbanisme précise qu'un débat doit avoir lieu sur les orientations générales du PADD au sein du Conseil Municipal au plus tard deux mois avant l'examen du projet de PLU.

Clef de voûte du PLU, le PADD est un document simple et concis présentant le projet politique de la Ville pour les années à venir.

C'est ainsi que sur la base du diagnostic élaboré par le cabinet ESPACE VILLE, le comité de pilotage PLU a élaboré le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD). Le document ci-joint n'est qu'un document provisoire. Il ne s'agit pas d'en adopter le contenu mais d'en débattre pour mieux préciser les orientations à retenir.

Le vote du Conseil Municipal interviendra lors de l'arrêt du projet de PLU ; projet qui comprendra le PADD.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de débattre sur ces orientations générales.

Les grandes lignes des orientations du PADD sont présentées par le cabinet ESPACE VILLE durant une vingtaine de minutes.



Le projet de PADD est annexé à la présente délibération, qui propose de prendre acte de la tenue du débat sur le PADD au sein du Conseil. Il est également annexé la seule contribution reçue de la réflexion préalable au débat demandée à tous les groupes d'opposition, rédigée par le groupe « Pour les Fontenaysiens ».

• **Le Conseil,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2121-29,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. et R.151-1, et L.153-12

Vu la délibération du Conseil Municipal du 12 février 2015 prescrivant la mise en révision générale du Plan Local d'Urbanisme,

Vu le document en annexe transmis par le groupe d'élus « Pour les Fontenaysiens »,

Vu le débat en séance,

Considérant que les orientations générales du PADD du futur PLU de Fontenay-le-Fleury s'inscrivent autour de 4 grands axes déclinés comme suit :

- AXE 1 : Des paysages naturels et agricoles préservés, un cadre de vie urbain protégé - Un environnement préservé
- AXE 2 : Accompagner l'évolution urbaine sur les sites d'enjeux pouvant évoluer à court terme
- AXE 3 : Préserver et améliorer la vie quotidienne dans le centre ville et dans les quartiers
- AXE 4 : Améliorer la fluidité des déplacements entre les quartiers et favoriser les mobilités douces

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de son rapporteur, et les débats qui s'en sont suivis prend acte :

Article 1 : Prend acte de la tenue, au sein du Conseil Municipal, du débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU). Ce document est annexé à la présente délibération.

Article 2 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale compétente et / ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Pour extrait conforme
Fontenay-le-Fleury, le 26 septembre 2016
Richard RIVAUD
Maire de Fontenay-le-Fleury



DIRECTION DE L'AMENAGEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DE LA VILLE
CM / AG / PJ

Délibération n° 2017.05.11-02

**REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (P.L.U.) – ARRÊT DU
PROJET DE P.L.U. ET BILAN DE LA CONCERTATION**

Rapporteur : Alain SANSON

Note explicative de synthèse :

Le 12 février 2015, le Conseil Municipal a prescrit par délibération la mise en révision générale du Plan Local d'Urbanisme (PLU) et définit dans ce cadre les modalités de concertation préalable avec la population.

Lors de sa séance du 21 septembre 2016, le Conseil Municipal a par ailleurs débattu sur les orientations générales d'aménagement et d'urbanisme du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU), à savoir :

➤AXE 1 : Préserver la qualité du cadre de vie – Protéger et mettre en valeur l'environnement

- Respecter et préserver la qualité du cadre de vie dans les différents quartiers pavillonnaires
- Accompagner l'évolution et la réhabilitation du bâti des grandes résidences et garantir la qualité paysagère des espaces extérieurs
- Protéger le village et préserver les éléments emblématiques du patrimoine et leur environnement
- Assurer la transition paysagère entre les lisières urbaines et l'espace agricole
- Protéger et mettre en valeur le site de la Plaine de Versailles
- Sauvegarder les espaces naturels et agricoles : les espaces boisés, les espaces verts, les parcs, les alignements d'arbres, les haies. Maintenir ou restaurer les continuités biologiques.
- Poursuivre la mise en application d'une démarche d'écologie urbaine

➤AXE 2 : Accompagner l'évolution urbaine sur les sites d'enjeux pouvant évoluer à court terme

- Le centre ville
- Les abords de l'avenue de la République incluant les entrées de ville et la zone d'activités du Fossé Pâté
- Les abords Nord du chemin de la Ratelle
- Le site de la Faisanderie

➤**AXE 3 : Préserver et améliorer la vie quotidienne dans le centre ville et dans les quartiers**

- Dans les différents quartiers d'habitation : préserver le cadre de vie et l'équilibre entre le bâti et les espaces verts
- Redynamiser le commerce et les services dans le centre ville, conforter les centres de quartier de proximité
- Favoriser la réhabilitation du bâti dans les hameaux (graviers)
- Requalifier les pôles d'équipements collectifs afin de maintenir le niveau d'équipements et de services aux habitants
- Créer un nouveau parc dans la ZAC du Levant
- Mettre en place des actions de prévention contre les risques et les nuisances : isolation des constructions nouvelles aux abords des voies bruyantes, mesures de prévention pour les constructions nouvelles par rapport au risque de retrait/gonflement des argiles etc...

➤**AXE 4 : Améliorer la fluidité des déplacements et favoriser les mobilités douces**

- Soutenir les actions envisagées à l'échelle intercommunale pour mieux canaliser les circulations de transit en dehors du territoire
- Réaménager les abords des axes structurants en assurant une cohérence paysagère et urbaine
- Valoriser les principes de liaisons inter-quartiers Nord/Sud et Est/Ouest, développer les circulations douces
- Réhabiliter les entrées de ville
- Requalifier le pôle d'échanges multimodal autour de la Gare, aménager de nouveaux espaces de stationnement voitures et vélos, promouvoir les modes de déplacement alternatifs à la voiture individuelle

Après plus de deux années d'études, le projet de Plan Local d'Urbanisme est aujourd'hui prêt à être arrêté par le Conseil Municipal.

Une fois arrêté, le projet sera transmis aux personnes publiques associées à son élaboration et aux personnes publiques consultées qui en ont fait la demande.

Ces personnes publiques donnent un avis sur ce projet dans les limites de leurs compétences propres au plus tard 3 mois après réception du projet de plan. A défaut, ces avis sont réputés favorables.

A l'issue de cette période de consultation, le projet sera soumis à enquête publique.

Cette enquête, d'une durée de 1 mois, permet au public de donner un avis sur le projet de PLU.

Le Maire, autorité compétente en matière d'enquête publique, saisira le Président du Tribunal Administratif en vue de la désignation d'un commissaire enquêteur.

Celui-ci assurera en mairie des permanences durant l'enquête, permettant ainsi au public d'obtenir notamment des réponses aux questions qu'il se pose.

A l'expiration du délai d'enquête, le registre sera clos par le Maire et sera transmis au commissaire enquêteur qui formulera son avis et ses conclusions motivées dans le délai d'1 mois à compter de la date de clôture de l'enquête.

Le rapport du commissaire enquêteur sera tenu à la disposition du public en mairie pendant 1 an. Toute personne intéressée pourra en obtenir communication.

Après enquête publique, le projet de PLU pourra éventuellement faire l'objet de modifications avant d'être approuvé définitivement par le Conseil Municipal en décembre 2017.

Il est par conséquent proposé au Conseil Municipal de tirer le bilan de la concertation (cf. document joint, annexe de la délibération) et d'arrêter le projet de PLU.

Le débat sera consigné dans un compte-rendu.

Délibération :

• Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.151-1 et suivants, L.103-6, R.151-1 et suivants, et R.153-3,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 12 février 2015 prescrivant la révision du Plan Local d'Urbanisme, fixant les objectifs, et définissant les modalités de la concertation auprès des habitants,

Vu les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (P.A.D.D.) débattues lors du Conseil Municipal du 21 septembre 2016,

Vu le projet de Plan Local d'Urbanisme comprenant notamment le rapport de présentation, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (P.A.D.D.), les Orientations d'Aménagement et de Programmation (O.A.P.), le règlement et ses documents graphiques, ainsi que les annexes,

Vu la concertation menée depuis la prescription de la révision du PLU,

Considérant que le projet de PLU est prêt à être transmis pour avis aux personnes publiques associées à cette élaboration et aux personnes publiques qui ont demandé à être consultées ou directement intéressées,

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de son rapporteur, et les interventions de

Délibère

Article 1 :

Prend acte du contenu de la concertation et du bilan ainsi dressé figurant en annexe de la présente délibération.

Article 2 :

Arrête le projet de Plan Local d'Urbanisme tel qu'annexé à la présente délibération.

Article 3 :

Précise que le dossier du projet de PLU sera communiqué pour avis aux personnes publiques associées ainsi qu'aux personnes publiques qui ont demandé à être consultées.

Article 4 :

Précise que conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et le projet de PLU, tel qu'arrêté par le Conseil Municipal, sera tenu à la disposition du public.

Article 5 :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale compétente et / ou d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Versailles, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Richard Rivaud
Maire de Fontenay-le-Fleury
Vice-Président de la Communauté
D'Agglomération de Versailles Grand-Parc

Votes :

Pour :

Contre :

Abstention :

Unanimité

Accusé de réception

078-217802420-20170515-DEL2017_05_11_2-DE

Reçu le : 15/05/2017



DIRECTION DE L'AMENAGEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DE LA VILLE
CM / AG / PJ

Délibération n° 217.05.11-01

**REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (P.L.U.) –
INTEGRATION DU CONTENU MODERNISE DU PLAN LOCAL
D'URBANISME**

Rapporteur : Alain SANSON

Note explicative de synthèse :

Entré en vigueur le 1er janvier 2016, le décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre 1er du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du PLU vise à sécuriser les PLU approuvés existants et les procédures d'évolution des documents.

Ce décret prévoit que **pour les procédures d'élaboration ou de révision générale en cours initiées avant le 1^{er} janvier 2016**, les dispositions issues du décret s'appliqueront uniquement si une délibération du Conseil Communautaire ou du Conseil Municipal se prononçant en faveur de l'intégration du contenu modernisé du PLU intervient.

Ainsi les collectivités qui sont en cours de procédures d'élaboration ou de révision générale peuvent bénéficier du nouveau contenu du Plan Local d'Urbanisme si elles le souhaitent.

Le décret se décline autour de grands principes :

- structurer les nouveaux articles de manière thématique,
- simplifier, clarifier et faciliter l'écriture des règlements de PLU,
- préserver le cadre de vie et offrir plus de souplesse aux collectivités pour une meilleure adaptation des règles à leurs territoires,
- encourager l'émergence de projets,
- intensifier les espaces urbanisés et accompagner le développement et la construction de logements,
- favoriser la mixité fonctionnelle et sociale.

Il s'agit de privilégier un urbanisme de projet à un urbanisme réglementaire.

La Ville a fait le choix de saisir cette opportunité de mettre le Plan Local d'Urbanisme en adéquation avec les dispositions nouvelles du Code de l'Urbanisme.

Dès lors, il appartient au Conseil Municipal d'en délibérer.

Délibération :

- **Le Conseil,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové dite loi ALUR,

Vu l'ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre 1er du Code de l'Urbanisme,

Vu le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015, entré en vigueur le 1er janvier 2016, relatif à la partie réglementaire du livre 1er du Code de l'Urbanisme et à la modernisation du contenu du PLU,

Vu la délibération n°2015.02.12-1 du 12 février 2015 prescrivant la révision générale du Plan Local d'Urbanisme,

Considérant que la révision générale du PLU ayant été prescrite le 12 février 2015, la procédure demeure régie par les anciens articles R.123-1 et suivants du Code de l'urbanisme, dans leur version antérieure au 1^{er} janvier 2016,

Considérant que les enjeux du territoire communal et les orientations à mettre en œuvre trouveront une meilleure traduction à travers l'utilisation des nouvelles dispositions réglementaires issues de l'entrée en application du décret du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du Code de l'Urbanisme,

Considérant que la collectivité dispose d'un droit d'option pour intégrer le contenu modernisé du PLU,

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de son rapporteur, et les interventions de

Délibère

Article 1 :

Décide de mettre en œuvre le PLU en adoptant le contenu modernisé, dont notamment le contenu du règlement, conformément au décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre I^{er} du Code de l'Urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme.

Article 2 :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale compétente et / ou d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Versailles, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Richard Rivaud
Maire de Fontenay-le-Fleury
Vice-Président de la Communauté
D'Agglomération de Versailles Grand-Parc

Votes :

Pour :

Contre :

Abstention :

Unanimité

Accusé de réception

078-217802420-20170515-DEL2017_05_11_1-DE

Reçu le : 15/05/2017



**DIRECTION DE L'AMENAGEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DE LA VILLE
AG**

Délibération n°2018.02.01-1

PREFECTURE DES YVELINES
Arrivé le :

APPROBATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

16 FEV. 2018

Rapporteur : Alain SANSON

Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau du contrôle de l'urbanisme
et des autorisations de construire

Note explicative de synthèse :

Le 12 février 2015, le Conseil Municipal a prescrit par délibération la mise en révision générale du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Après plus de deux années d'études, le projet de Plan Local d'Urbanisme a été arrêté le 11 mai 2017 par le Conseil Municipal.

A la suite de l'arrêt du projet de PLU, les personnes publiques associées (PPA) ont disposé d'une période de 3 mois pour émettre un avis sur celui-ci.

Puis, une enquête publique s'est tenue du 4 septembre au 3 octobre 2017 et s'est prolongée du 7 novembre au 16 novembre 2017.

En date du 29 décembre 2017, le Commissaire Enquêteur a rendu son rapport et ses conclusions. Une version 2 du rapport a été déposée le 11 janvier 2018 suite à la modification d'une erreur matérielle.

Le Commissaire Enquêteur émet un avis favorable au projet de PLU, sous réserve de modifier le document conformément aux engagements pris dans les réponses de la Ville apportées aux observations et aux avis des PPA.

La Ville a ainsi modifié son projet de PLU conformément à ce qui est présenté dans le document annexé à la présente délibération.

Aucune des modifications apportées ne remet en cause l'économie générale du projet.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver son Plan Local d'Urbanisme.

Délibération :

• **Le Conseil,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment son article L.153-21 disposant que le Plan Local d'Urbanisme, éventuellement modifié à la suite des avis joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, est approuvé par le Conseil Municipal,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 12 février 2015 prescrivant la révision du Plan Local d'Urbanisme, fixant les objectifs, et définissant les modalités de la concertation auprès des habitants,

Vu les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (P.A.D.D.) débattues lors du Conseil Municipal du 21 septembre 2016,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 11 mai 2017 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de Plan Local d'Urbanisme,

Vu les avis des Personnes Publiques Associées,

Vu l'arrêté municipal n°98/2017 du 18 juillet 2017 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique qui s'est tenue du 4 septembre au 3 octobre 2017,

Vu l'arrêté municipal n°121/2017 du 11 octobre 2017 prescrivant le prolongement de l'enquête publique du 7 novembre au 16 novembre 2017,

Vu les conclusions et le rapport d'enquête du Commissaire Enquêteur en date respectivement du 29 décembre 2017 et du 11 janvier 2018,

Vu le Plan Local d'Urbanisme dans sa version définitive annexé à la présente délibération,

Considérant les conclusions du Commissaire Enquêteur, émettant un avis favorable au projet de PLU sous réserve de modifier le document conformément aux engagements pris dans les réponses de la Ville apportées aux observations et aux avis des PPA,

Considérant que les observations issues des avis des PPA et du public nécessitent des adaptations mineures du projet de Plan Local d'Urbanisme conformément à l'annexe synthétique jointe à la présente délibération,

Considérant les évolutions du projet de PLU dont aucune ne remet en cause l'économie générale du document,

Considérant que le Plan Local d'Urbanisme tel que présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé conformément à l'article L.153-21 du code de l'urbanisme,

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de son rapporteur, et les interventions de E. Tetu, R. Rivaud, F. Ladouce, L. Carassic et J.C. Bardot,

Délibère

Article 1 :

Approuve le Plan Local d'Urbanisme tel qu'annexé à la présente délibération.

Article 2 :

Précise que la présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois en Mairie et mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département, conformément à l'article R.153-21 du code de l'urbanisme.

Article 3 :

Précise que, conformément à l'article L.153-24, la présente délibération et le PLU seront publiés et transmis au Préfet des Yvelines.

Le PLU sera exécutoire à l'issue d'un délai d'un mois à compter de sa transmission et de l'accomplissement de l'ensemble des mesures de publicité mentionnées ci-dessus.

Article 4 :

Précise que le dossier de Plan Local d'Urbanisme sera mis à disposition du public au sein du service urbanisme de la mairie aux jours et heures d'ouverture de celui-ci, et que le dossier complet sera également consultable sur le site de la ville www.fontenay-le-fleury.org

Article 5 :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale compétente et / ou d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Versailles, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Richard Rivaud

Maire de Fontenay-le-Fleury

Vice-Président de la Communauté

D'Agglomération de Versailles Grand-Parc



Votes :

Pour : 24 (élus de la majorité)

Contre : 5 (P.Y. Stucki, C. Canal, Y. Billon, F. Ladouce et H. Immamed)

Abstention : 4 (J.C. Bardot, V. Darras Abila, L. Carassic et E. Tetu)

PREFECTURE DES YVELINES
Arrivé le :

16 FEV. 2018

Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau de l'urbanisme
et des services à la population



Mission régionale d'autorité environnementale

ÎLE-DE-FRANCE

**Décision délibérée de dispense d'évaluation environnementale
de la mise en compatibilité par déclaration de projet du plan local d'urba-
nisme de Fontenay-le-Fleury (78) avec le projet urbain mixte situé rue
Victor Hugo
après examen au cas par cas**

**N°MRAe DKIF-2022-022
du 10 mars 2022**

La Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France, qui en a délibéré collégalement le 10 mars 2022, chacun des membres délibérants attestant qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans la présente décision ;

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001, du Parlement européen et du Conseil, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-1 à L.104-8 et R.104-28 à R.104-33 relatifs à l'évaluation environnementale ;

Vu le schéma directeur de la région Île-de-France (SDRIF) approuvé par le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 ;

Vu le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) d'Île-de-France adopté par l'arrêté n°2013294-0001 du 21 octobre 2013 ;

Vu le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés du 11 août 2020, du 6 octobre 2020, du 11 mars 2021, du 15 juin 2021, du 19 juillet 2021 et du 20 décembre 2021 portant nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable et l'arrêté du 24 août 2020 portant nomination du président de la mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France ;

Vu le règlement intérieur de la MRAe d'Île-de-France adopté le 19 novembre 2020 et publié au bulletin officiel du ministère de la transition écologique le 1^{er} décembre 2020 ;

Vu le plan local d'urbanisme (PLU) de Fontenay-le-Fleury approuvé le 1er février 2018 ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative à la mise en compatibilité par déclaration de projet du PLU de Fontenay-le-Fleury, reçue complète le 12 janvier 2022 et consultable sur le site internet de la MRAe d'Île-de-France;

Vu la consultation de l'agence régionale de la santé (ARS) d'Île-de-France et sa réponse en date du 21 février 2022 ;

Sur le rapport de François Noisette, coordonnateur ;

Considérant que la mise en compatibilité par déclaration de projet du PLU de Fontenay-le-Fleury vise notamment à modifier la carte de synthèse du PADD, le règlement écrit et graphique du PLU afin de réaliser un projet urbain mixte situé rue Victor Hugo comportant la création d'un centre de loisirs et des logements sociaux ;

Considérant que la procédure de mise en compatibilité consiste à :

- modifier la carte de synthèse du PADD, afin de localiser la partie habitation du projet dans l'orientation « respecter et préserver la qualité des quartiers pavillonnaires » ;

- faire correspondre les limites du sous-secteur UR2 « quartiers d'habitations mixtes » à la partie habitation du projet, et introduire un secteur de hauteur spécifique ;
- compléter le règlement écrit du sous-secteur UR2 en précisant les dispositions du secteur de hauteur spécifique, limité à 11 m (R+1+comble).

Considérant que les évolutions apportées dans le cadre de la procédure de mise en compatibilité sont d'ampleur modérée, et les enjeux environnementaux des secteurs concernés sont identifiés et pris en compte ;

Considérant, au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, que la mise en compatibilité par déclaration de projet du PLU de Fontenay-le-Fleury n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation environnementale de certains plans et programmes ;

Décide :

Article 1^{er} :

La mise en compatibilité par déclaration de projet du plan local d'urbanisme (PLU) de Fontenay-le-Fleury, telle que présentée dans le dossier de demande, n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.104-28 du code de l'urbanisme, ne dispense pas des obligations auxquelles la procédure de mise en compatibilité du PLU de Fontenay-le-Fleury peut être soumise par ailleurs.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de mise en compatibilité du PLU de Fontenay-le-Fleury est exigible si les orientations générales de cette mise en compatibilité viennent à évoluer de manière à créer un impact notable sur l'environnement ou sur la santé humaine.

Article 3 :

En application de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision sera jointe au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public et sera publiée sur le site internet de la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France.

Fait et délibéré en séance le 10 mars 2022 où étaient présents :

**Éric ALONZO, Noël JOUTEUR, Jean-François LANDEL,
Ruth MARQUES, François NOISSETTE, Brian PADILLA, Philippe SCHMIT, président.**

Pour la mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France
Le président



Philippe SCHMIT

Voies et délais de recours :

Cas d'une décision dispensant d'évaluation environnementale

La décision dispensant d'évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire :

- elle peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet, en application des dispositions de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration ;
- elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux direct. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisant ou adoptant le plan, schéma ou programme ou document de planification.

Le recours gracieux doit être adressé :

par voie postale à :

Monsieur le président de la mission régionale d'Autorité environnementale
DRIEAT d'Île-de-France

Service connaissance et développement durable

Département évaluation environnementale

12, Cours Louis Lumière – CS 70 027 – 94 307 Vincennes cedex

par voie électronique à : ae-urba.scdd.drieat-if@developpement-durable.gouv.fr

Le recours contentieux doit être adressé :

Au tribunal administratif territorialement compétent pour connaître du recours contentieux contre l'acte approuvant le document de planification (cf. article R. 312-1 du code de justice administrative).



DECLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLU

Compte-rendu de la réunion d'examen conjoint

Fontenay-le-Fleury, le 15 Avril 2022

Présents :

Personnes publiques associées :

Commune de Rennemoulin : M. Hourdin

Services DDT : M. Chatain

Ville de Fontenay-le-Fleury : M. Barradas

Espace Ville : M. Mendes

Echanges :

M. Chatain s'interroge sur une possibilité d'élargir la bande R+1 sur le reste de la zone UR2 c'est-à-dire le long de la rue Victor Hugo.

Réponse : La présente procédure de déclaration de projet vise à permettre uniquement le projet présenté. Cette demande dépasse l'objectif prévu par la procédure et devra être questionné lors d'une évolution ultérieure du PLU.

M. Chatain indique qu'il conviendrait de préciser que la hauteur autorisée est de R+1+combles ou attique le long de la rue Victor Hugo. En effet, le projet prévoit de réaliser une construction en R+1+Attique.

Réponse : effectivement, le règlement sera complété en ajoutant que le dernier niveau pourra être en attique.

La présentation du projet étant achevée et les participants à la réunion n'ayant plus de questions, la séance est clôturée.



Mission régionale d'autorité environnementale
ÎLE-DE-FRANCE

**Décision délibérée de dispense d'évaluation environnementale
de la modification n° 1 du plan local d'urbanisme de Fontenay-le-Fleury (78)
après examen au cas par cas**

**N°MRAe DKIF-2022-023
du 10 mars 2022**

La Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France, qui en a délibéré collégalement le 10 mars 2022, chacun des membres délibérants attestant qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans la présente décision ;

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001, du Parlement européen et du Conseil, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-1 à L.104-8 et R.104-28 à R.104-33 relatifs à l'évaluation environnementale ;

Vu le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés du 11 août 2020, du 6 octobre 2020, du 11 mars 2021, du 19 juillet 2021 et du 20 décembre 2021 portant nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable et l'arrêté du 24 août 2020 portant nomination du président de la mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France ;

Vu le règlement intérieur de la MRAe d'Île-de-France adopté le 19 novembre 2020 et publié au bulletin officiel du ministère de la transition écologique le 1^{er} décembre 2020 ;

Vu le plan local d'urbanisme (PLU) de Fontenay-le-Fleury en vigueur ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative à la modification n°1 du PLU de Fontenay-le-Fleury, reçue complète le 12 janvier 2022 et consultable sur le site internet de la MRAe d'Île-de-France ;

Vu la consultation de l'agence régionale de la santé (ARS) d'Île-de-France et sa réponse en date du 21 février 2022 ;

Sur le rapport de François Noisette, coordonnateur ;

Considérant que la procédure, telle que présentée dans le dossier de saisine et dont les principales caractéristiques sont consultables sur le site internet de la MRAe, a pour objet d'apporter des adaptations au PLU sur un secteur de projet, situé aux abords de l'avenue de la République afin d'y réaliser une opération de renouvellement urbain sur l'emprise d'une ancienne friche commerciale ;

Considérant que pour cela, la procédure de modification consiste à :

- ajuster l'OAP n°3, dénommée « les abords de l'avenue de la République incluant les entrées de ville et la zone d'activités du Fossé Pâté » notamment :
 - par la suppression de l'orientation visant à « créer des commerces de proximité » au bénéfice de l'orientation visant à « maintenir les quartiers d'habitations individuelles » ;
 - par l'introduction d'une hauteur spécifique au point le plus bas du terrain (R+3+attique) afin d'assurer une continuité de hauteur avec le front de rue (R+2+attique) ;
- modifier le règlement écrit et graphique ;

- par l'ajustement des limites du sous-secteur UR2 « quartiers d'habitations mixtes » à l'emprise de l'ancienne friche commerciale et le sous-secteur UR3 « quartiers de maisons isolées ou groupées », couvrant désormais les parcelles en rive Nord de l'avenue de la République ;
- par l'ajustement des règles de hauteurs de la zone UR2 au sein du secteur projet, désormais fixées par l'OAP n° 3 modifiée ;

Considérant que les évolutions apportées dans la procédure de modification sont d'ampleur modérée et que les enjeux environnementaux des secteurs concernés sont identifiés et pris en compte ;

Considérant que la présente décision ne préjuge pas des suites qui pourraient être données aux éventuelles saisines de l'autorité environnementale pour les projets sur le territoire concerné par la procédure, en application de l'article R.122-7 du code de l'environnement, ni aux saisines de l'autorité chargée de l'examen au cas par cas tel que prévu à l'article R.122-3 du code de l'environnement ;

Considérant, au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, que la modification n° 1 du PLU de Fontenay-le-Fleury n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine ;

Décide :

Article 1^{er} :

La modification n° 1 du plan local d'urbanisme (PLU) de Fontenay-le-Fleury, telle que présentée dans le dossier de demande, n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 2 :

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles la procédure de modification du PLU de Fontenay-le-Fleury peut être soumise par ailleurs.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de modification n°1 du PLU de Fontenay-le-Fleury est exigible si les orientations générales de cette modification viennent à évoluer de manière à créer un impact notable sur l'environnement ou sur la santé humaine.

Article 3 :

En application de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision sera jointe au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public et sera publiée sur le site internet de la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France.

Fait et délibéré en séance le 10 mars 2022 où étaient présents :
Éric ALONZO, Noël JOUTEUR, Jean-François LANDEL,
Ruth MARQUES, François NOISSETTE, Brian PADILLA, Philippe SCHMIT, président.

Pour la mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France
Le président



Philippe SCHMIT

Voies et délais de recours :

Cas d'une décision dispensant d'évaluation environnementale

La décision dispensant d'évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire :

- elle peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet, en application des dispositions de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration ;
- elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux direct. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisant ou adoptant le plan, schéma ou programme ou document de planification.

Le recours gracieux doit être adressé :

par voie postale à :

Monsieur le président de la mission régionale d'Autorité environnementale
DRIEAT d'Île-de-France
Service connaissance et développement durable
Département évaluation environnementale
12, Cours Louis Lumière – CS 70 027 – 94 307 Vincennes cedex

par voie électronique à : ae-urba.scdd.drieat-if@developpement-durable.gouv.fr

Le recours contentieux doit être adressé :

Au tribunal administratif territorialement compétent pour connaître du recours contentieux contre l'acte approuvant le document de planification (cf. article R. 312-1 du code de justice administrative).

ville de fontenay-le-fleury



CONSEIL MUNICIPAL DU 6 AVRIL 2022

Le 6 avril 2022 à 20h45, les membres du Conseil Municipal se sont réunis dans la salle du Conseil Municipal, sur la convocation qui leur a été adressée le 31 mars 2022 par le Maire conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Président de séance : Richard RIVAUD

Secrétaire de séance : Maxime CORSON

Présents :

Richard RIVAUD, Anne-Sophie BODARWE, Bruno GAULTIER, Nathalie FRADETAL, Philippe GROGNET, Alain SANSON, Pascale RENAUD, Yves TRAUGER, Ana UGRINA, Didier CARON, Yannick LE GOAËC, Patrick GUEREAULT, Luc VIDEAU, Sandrine SEGARD-REINE, Sandra HEN, Bakary DJIBA, Laetitia NIEMCZYK, Samer EL SOKHON, Maxime CORSON, Valentin DELABALLE, Jessie BUCHERON, Alain GUIADER, Catherine BERTIN, Lionel CARASSIC, Agnès ZEITTER

Absents représentés :

Sabrina JUILLET-GARZON représentée par Sandrine SEGARD-REINE, Annie BENOIST représentée par Anne-Sophie BODARWE, Claire JEAN RENAULT représentée par Jessie BUCHERON, Anne FOUGERES représentée par Nathalie FRADETAL, Véronique PLESSIS SECHET représentée par Bruno GAULTIER, Loïc DIDIER représenté par Alain SANSON, Fazia AIT MOHAND représentée par Philippe GROGNET, Emma WILLIAMS représentée par Maxime CORSON

Absents non représentés :

Nombre de votants: 33 dont 25 présents et 8 représentés

SERVICES TECHNIQUES ET CADRE DE VIE URBANISME

Délibération n° 2022_04_06_11

DÉCISION DE NE PAS RÉALISER D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE POUR LA MODIFICATION N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Rapporteur : Bruno GAULTIER

Note explicative de synthèse :

La Ville accompagne un projet de renouvellement urbain situé aux abords de l'avenue de la République qui nécessite d'apporter des adaptations au Plan Local d'Urbanisme (PLU) en vigueur sur la Ville depuis 2018.

Ce projet à dominante résidentielle implanté sur l'emprise d'une ancienne friche commerciale, implique une modification de droit commun sur le secteur de l'OAP n°3 « les abords de l'avenue République incluant les entrées de ville et la zone d'activités du Fossé Pâté ».

Dans le cadre de sa procédure, le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme a été transmis le 12 janvier 2022 à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale d'Île-de-France (MRAe) pour avis. Il est à préciser que ledit avis est un avis conforme qui implique une saisine obligatoire de l'autorité environnementale et que son avis lie l'administration (la personne publique est obligée de le suivre).

Il en ressort que l'ampleur modérée du projet de la modification n°1 du PLU n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine. De ce fait, le projet de modification dans le cadre de sa procédure est dispensé d'évaluation environnementale.

Il est demandé au conseil municipal de confirmer la position de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale relative à la dispense d'évaluation environnementale pour la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme.

En conséquence, la délibération suivante est soumise à l'adoption du conseil municipal.

Délibération :

• Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2121-29,

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L151-1 à L153-60, R151-1 à R153-22,

Vu la délibération du Conseil municipal du 1er février 2018 approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU),

Vu la saisine de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale d'Île-de-France pour avis conforme au titre de l'article R.104-33 du Code de l'urbanisme, de décision relative ou non d'une évaluation environnementale pour la modification n°1 du PLU,

Vu les articles R.104-33 à R104-37 du Code l'urbanisme,

Considérant la proposition de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale d'Île-de-France de dispenser la modification n°1 du PLU, d'évaluation environnementale ci-annexée,

Considérant qu'il convient de confirmer la position de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale d'Île-de-France relative à la dispense d'évaluation environnementale pour la modification n°1 du PLU conformément à l'article R.104-33 du Code de l'urbanisme

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de son rapporteur et les interventions de C. BERTIN, B. GAULTIER et R. RIVAUD,

Délibère

Article 1 : Décide de pas réaliser d'évaluation environnementale pour la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme conformément à l'avis rendu de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale d'Île-de-France .

Article 2 : Précise que la présente délibération ne sera exécutoire qu'après l'accomplissement des mesures prévues aux articles R.143-15 et R.153-20 du Code de l'urbanisme.

Richard RIVAUD

Signé électroniquement par : Richard Rivaud
Date de signature : 08/04/2022
Qualité : Maire



Maire de Fontenay-le-Fleury
Conseiller Régional d'Île-de-France

La délibération est adoptée à l'unanimité.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale compétente et / ou d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Versailles, dans un délai de deux mois à compter de sa publication



Paris, le 4 mai 2022

Xurba
RR
AVB
BG
JLR

Monsieur le Maire,
M. Richard RIVAUD
HOTEL DE VILLE
Place du 8 Mai 1945
78330 FONTENAY-LE-FLEURY

N/ Réf. : 2022_ST_148_DH_ES

Objet : Modification n° 1 PLU de FONTENAY-LE-FLEURY
Avis de la Chambre d'agriculture

Monsieur le Maire,

Vous m'avez transmis, pour avis, le projet de modification n°1 du plan local d'urbanisme de FONTENAY-LE-FLEURY.

Ce dossier est parvenu au siège de notre Compagnie le 25 avril dernier.

Il consiste à :

- modifier l'OAP n°3 « les abords de l'avenue de la République incluant les entrées de ville et la zone du Fossé Pâté » pour faire évoluer le projet à dominante résidentielle ;
- ajuster les règlements écrit et graphique en cohérence avec les modifications apportées à l'OAP.

En l'absence d'impact négatif sur l'activité agricole, ce projet de modification ne suscite pas de remarque particulière de la part de notre Compagnie.

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, mes salutations distinguées.

Le Président,

Signé par Christophe HILLAIRET



Signed and certified by **yousign** 



x DGS
RR

Versailles, le **18 MAI 2022**

Service de l'urbanisme des territoires / Unité planification
Affaire suivie par : **Éric CHATAIN**
Tél. : 01 30 84 31 43
Mél. : eric.chatain@yvelines.gouv.fr
ddt-spact-up@yvelines.gouv.fr
Réf : sut_up_20220426_mairie_fontenay_le_Fleury_avis_etat_modif_n1_plu_pref_v1

Mr Richard RIVAUD
Maire de Fontenay-le-Fleury
Hôtel de Ville
Place du 8 mai 1945
78330 FONTENAY-LE-FLEURY

Monsieur le maire

Par arrêté municipal en date du 18 octobre 2021, la commune de Fontenay-le-Fleury a initié une procédure de modification avec enquête publique de son plan local d'urbanisme (PLU).

Le contenu du dossier de modification n°1 du PLU a été mis à la disposition de la direction départementale des territoires des Yvelines, via un lien de téléchargement, reçu par courrier daté du 21 avril 2022.

Votre projet consiste à apporter des évolutions réglementaires au contenu du plan local d'urbanisme (PLU). Il vise à soutenir un projet à dominante résidentielle de 80 logements environ, avec leur stationnement, sur une friche commerciale, en bordure Nord de l'avenue de la république (D11).

Pour cela, le dispositif réglementaire de l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) « des abords de l'avenue de la République... » doit être adapté et certains points du règlement écrit ajustés.


Après examen des documents constitutifs du projet, j'émetts un avis favorable assorti d'une remarque.

Elle porte sur la suppression partielle de la bande paysagère de l'orientation d'aménagement et de programmation (OAP). Créée initialement avec l'objectif de préparer la restructuration de ce quartier en bordure Nord de l'avenue de la république (D11), ce projet rend inutile la conservation de cette bande qu'il supprime. Ce point n'étant pas expliqué dans la note de présentation, cette dernière devra être complétée.

Mes services restent à votre disposition pour toute information ou conseil.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le maire, l'expression de ma haute considération.

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation
 **Le Secrétaire Général**
Etienne DESPLANQUES

ville de fontenay-le-fleury



CONSEIL MUNICIPAL DU 22 MAI 2025

Le 22 mai 2025 à 20h45, les membres du Conseil Municipal se sont réunis dans la salle du Conseil Municipal, sur la convocation qui leur a été adressée le 16 mai 2025 par le Maire conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Président de séance : Richard RIVAUD

Secrétaire de séance : Emma WILLIAMS

Présents :

Richard RIVAUD, Anne-Sophie BODARWE, Bruno GAULTIER, Nathalie FRADETAL, Philippe GROGNET, Alain SANSON, Pascale RENAUD, Yves TRAUGER, Annie BENOIST, Didier CARON, Yannick LE GOAËC, Claire JEAN RENAULT, Anne FOUGERES, Patrick GUERAULT, Luc VIDEAU, Sandrine SEGARD-REINE, Loïc DIDIER, Laetitia NIEMCZYK, Samer EL SOKHON, Emma WILLIAMS, Jessie BUCHERON, Alain GUIADER, Eric MONROCQ, Lionel CARASSIC, Agnès ZEITTER

Absents représentés :

Sabrina JUILLET-GARZON représentée par Anne FOUGERES, Fazia AIT MOHAND représentée par Anne-Sophie BODARWE, Maxime CORSON représenté par Pascale RENAUD, Sonia FEVRIER représentée par Richard RIVAUD

Absents non représentés :

Ana UGRINA, Sandra HEN, Bakary DJIBA, Valentin DELABALLE

Nombre de votants: 29 dont 25 présents et 4 représentés

SERVICES TECHNIQUES ET CADRE DE VIE URBANISME

Délibération n° 2025_05_22_02

APPROBATION DE LA RÉVISION GÉNÉRALE DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Rapporteur : Bruno GAULTIER

Note explicative de synthèse :

Par délibération du 6 juillet 2023, n°2023_07_06_03, modifiée par la délibération n°2023_10_04_02 en date du 4 octobre 2023, le conseil municipal a pris la décision de prescrire la révision générale du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Par la suite, l'organe délibérant a débattu des orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable, P.A.D.D (délibération n°2023_11_23_02 en date du 23 novembre 2023).

Les Personnes Publiques Associées (PPA)¹ ont ensuite été consultées et disposaient d'une période de trois mois pour émettre leur avis sur le projet.

Une enquête publique a été organisée du 14 janvier au 15 février 2025. À l'issue de cette enquête, le 16 mars 2025, la Commissaire Enquêtrice a rendu son rapport ainsi que ses conclusions.

La Commissaire Enquêtrice a émis un avis favorable au projet de PLU, sous réserve de procéder à des modifications du document conformément aux engagements pris en réponse aux observations et avis des PPA suivants :

- S'assurer de la compatibilité du PLU avec les objectifs de densification du SDRIF-e.
- Rendre le PLU compatible avec les objectifs fixés par le SRHH en termes de construction de logements.
- Chiffrer un minimum de production de logements dans les OAP.
- Justifier et questionner la nécessité de consommer 2,2 ha à proximité des équipements sportifs.
- Revoir le contenu du règlement du secteur N* afin qu'il n'autorise que ce qui est admis en zone naturelle.
- Mettre en œuvre les protections relatives aux massifs boisés et ses lisières.
- Les panneaux photovoltaïques devraient pouvoir être installés sur les immeubles ayant des toits-terrasses.
- La Ville devrait revenir au PLU initial et ainsi remettre en place des haies plutôt que des murets pour clôturer les maisons et jardins.
- Proposition de la réduction des places de stationnement afin de contraindre les usagers à l'utilisation des transports en commun ou des vélos.

A la suite de cette consultation et afin de tenir compte des observations reçues des PPA, des avis du public, ainsi que du rapport et des conclusions de la Commissaire Enquêtrice, des modifications mineures ont été apportées au PLU comme suit :

1 la Région Île-de-France (IDF) - la MRAe (Mission Régionale d'Autorité environnementale) - Île-de-France Mobilités (IDFM) - la Chambre des Métiers et de l'Artisanat d'Île-de-France (CMA IDF) - Versailles Grand Parc (VGP) - la Chambre de Commerce et d'Industrie de Versailles (CCI Versailles) - la CDPENAF (Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers) - la Chambre d'Agriculture de la Région Île-de-France (CA IDF) - CAUE (Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement) – le Département des Yvelines - l'UDAP (Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine) - le Ministère des Armées et des Anciens Combattants.

- L'OAP Fossé Pâté a été complétée par un objectif en nombre de logements sociaux à construire « Créer une nouvelle offre d'environ 350 logements (dont 80 logements sociaux au minimum en LLI ou BRS) ».
- Les justifications ont été complétées pour préciser la création d'un sous-secteur UE* qui n'autorise que les installations sportives « Sur 2,2 hectares, et plus 0,6 hectare qui doivent permettre d'accueillir un ESAT sans hébergement au niveau du Chemin de la Ratelle.
- Le plan de zonage a été ajusté avec l'ajout d'une zone UE* .
- La zone N* a été supprimée et reclassée en zone N. Cependant, il est important de souligner que des habitations sont déjà présentes dans ces zones N. Les dispositions de la zone N*, qui autorisaient les extensions et annexes pour les constructions existantes à usage d'habitation, sont maintenues et restent applicables en zone naturelle, conformément aux possibilités offertes par le Code de l'urbanisme. Le plan de zonage a été ajusté avec la suppression de la zone N*.
- Dans le règlement, les locaux techniques et industriels ont été autorisés au sein de toute la zone N.
- La lisière de protection a été ajoutée sur le plan de zonage. De plus, les couleurs ont été inversées.
- Le plan de zonage a été modifié.
- Dans le règlement de la zone A, l'« artisanat et commerce de détail » a été interdit.
- Dans le règlement de la zone A, la notion de « liés » a été enlevée - la notion de continuité des constructions agricoles » a été ajoutée ainsi que celle « d'une limite de 1 logement de 150 m² de SDP par exploitation agricole » - la règle reposant sur la SMA ainsi que celle de limite des 100 m ont été supprimées.
- Dans le règlement, il a été ajouté dans les dispositions générales « Dans le périmètre d'inconstructibilité identifié sur le document graphique sur une longueur de 100 mètres de part et d'autre de l'axe de l'autoroute, toute construction est interdite. »
- Les plans d'eau, mares et mouillères connus ont été ajoutés au plan de zonage ainsi que l'intégralité des zones humides identifiées par la DRIEAT.
- L'OAP Fossé Pâté a été complétée en précisant que « Les logements construits profiteront d'un bon confort sonore pour protéger des nuisances dues à la présence de la RD127. »
- Pour les bureaux, le règlement a évolué de façon à imposer une place de stationnement pour 55m² de surface de plancher.
- Au sein du règlement, le retrait latéral de 2,5 mètres a été réduit à 2 mètres en zone UE1. « En UE1, les constructions doivent être implantées en retrait des limites séparatives avec un minimum de 2 mètres. Elles pourront néanmoins s'implanter sur les limites séparatives de fond de parcelle. Dans tous les cas, les façades devront présenter des ouvertures ». La hauteur maximale des constructions est fixée à 12 mètres au point le plus haut. Le dernier niveau doit être réalisée en attique avec un retrait de 1,5 mètres minimum depuis le nu de chaque façade des niveaux inférieurs.

- Le règlement a été ajusté pour répondre à cette demande « La hauteur totale de la clôture ne doit pas dépasser 1,8 mètre. Sont autorisées : les haies, les clôtures doublées d'une haie et les murs bahuts surmontés de ferronnerie ».
- En zone UR, il a été ajouté : « Les panneaux solaires sont autorisés sur les toits terrasses ».
- Les dispositifs techniques (climatisation, pompe à chaleur, etc.) devront être installés de manière à ne pas être visibles depuis l'espace public ou être dissimulés par un élément de masquage en harmonie avec la façade. Les dispositifs techniques en saillie sont interdits sur le domaine public.

Le conseil municipal est ainsi invité à approuver le PLU révisé ci-annexé.

En conséquence, la délibération suivante est soumise à l'adoption du conseil municipal.

Délibération :

- **Le Conseil,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Environnement, notamment ses articles L.123-1 à L.123-19 et R.123-1 à R.123-33,

Vu le Code de l'Urbanisme notamment, ses articles R.153-8 et suivants, L.153-19 et L.153-21,

Vu la délibération du conseil municipal n° 2023_07_06_03 en date du 6 juillet 2023 prescrivant la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU), définissant les objectifs poursuivis et fixant les modalités de la concertation,

Vu la délibération du conseil municipal n°2023_10_04_02 en date du 4 octobre 2023 portant modification de la précédente délibération,

Vu la délibération du conseil municipal n° 2023_11_23_02 en date du 23 novembre 2023 relative au débat - au sein du conseil municipal - portant sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) du PLU,

Vu la délibération du conseil municipal n° 2024_06_27_02 en date du 27 juin 2024 approuvant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de PLU,

Vu le Schéma Régional de la Région Île-de-France (SDRIF-e) approuvé le 11 septembre 2024,

Vu l'arrêté n°A2024_267 en date du 28 décembre 2024 soumettant à enquête publique le projet de PLU arrêté, ainsi que l'avis d'enquête publique publié,

Vu les pièces du dossier de PLU soumis à enquête publique,

Vu les avis des Personnes Publiques Associées (PPA) recueillis lors de la procédure de révision du PLU :

- De la Région Île-de-France (IDF) en date du 4 novembre 2024 ;
- De la MRAe (Mission Régionale d'Autorité environnementale) en date du 30 décembre 2024 ;
- D'Île-de-France Mobilités (IDFM) en date du 30 septembre 2024 ;
- De la Chambre des Métiers et de l'Artisanat d'Île-de-France (CMA IDF) du 18 juillet 2024 ;
- De Versailles Grand Parc (VGP) du 12 septembre 2024 ;

- De la Chambre de Commerce et d'Industrie de Versailles (CCI Versailles) du 10 septembre 2024 ;
- De la CDPENAF (Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers) en date du 8 octobre 2024 ;
- De la Chambre d'Agriculture de la Région Île-de-France (CA IDF) du 21 octobre 2024 ;
- Du CAUE (Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement) du 30 juillet 2024 ;
- Du Département des Yvelines du 8 octobre 2024 ;
- De l'UDAP (Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine) du 19 juillet 2024 ;
- Du Ministère des Armées et des Anciens Combattants du 24 octobre 2024 ;

Vu le rapport d'enquête publique et les conclusions du commissaire enquêteur,

Considérant que le projet de révision générale du Plan Local d'Urbanisme, soumis à enquête publique, a fait l'objet de modifications mineures afin de tenir compte des avis reçus, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur ; les modifications les plus importantes sont énumérées dans l'annexe jointe à la présente délibération,

Considérant que le projet de Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est présenté au conseil municipal est prêt à être approuvé, conformément à l'article L.153-21 du Code de l'Urbanisme,

Considérant que l'ensemble des membres du conseil municipal ont disposé de l'intégralité des documents et informations nécessaires dans la convocation,

Considérant que le projet de PLU, tel qu'il est présenté au conseil municipal, est prêt à être approuvé, conformément à l'article L.153-21 du Code de l'Urbanisme,

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de son rapporteur,

Délibère

Article 1 : Approuve le PLU révisé tel qu'il est annexé à la présente délibération.

Article 2 : Dit que la présente délibération sera notifiée au préfet et affichée pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Article 3 : Précise que conformément à l'article L. 153-23 du code de l'urbanisme, le PLU sera exécutoire un mois après la transmission au préfet de la présente délibération, sous réserve de sa publication au Géoportail de l'urbanisme.

Détail des Votes :

Pour : 25 voix,

Richard RIVAUD, Anne-Sophie BODARWE, Bruno GAULTIER, Nathalie FRADETAL, Philippe GROGNET, Sabrina JUILLET-GARZON, Alain SANSON, Pascale RENAUD, Yves TRAUGER, Annie BENOIST, Didier CARON, Yannick LE GOAËC, Claire JEAN RENAULT, Anne FOUGERES, Patrick GUERAULT, Luc VIDEAU, Sandrine SEGARD-REINE, Loïc DIDIER, Fazia AIT MOHAND, Laetitia NIEMCZYK, Samer EL SOKHON, Maxime CORSON, Emma WILLIAMS, Jessie BUCHERON, Sonia FEVRIER

Contre : 0 voix,

Abstention : 4 voix,

Alain GUIADER, Eric MONROCQ, Lionel CARASSIC, Agnès ZEITTER

La délibération est adoptée à la majorité par 25 voix.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale compétente et / ou d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Versailles, dans un délai de deux mois à compter de sa publication